



Le 8 mars 2020 : Ensemble pour exiger l'égalité professionnelle et le retrait de la réforme des retraites

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, est l'occasion partout dans le monde de dénoncer les systèmes qui oppriment les femmes et de rendre visible toutes les dynamiques pour conquérir des droits nouveaux.

La FSU mène ces combats au quotidien car l'égalité professionnelle comme la lutte contre les violences sexistes et sexuelles participent d'une société juste, égalitaire et démocratique.

En France, la FSU le dit haut et fort : le gouvernement actuel n'est pas le gouvernement de l'Égalité comme il le prétend ! Les réformes qu'il a menées dernièrement sont même révélatrices du contraire.

La réforme de la Fonction publique, par le recours accru aux contrats, va générer plus d'emplois précaires alors même que ce sont les femmes qui sont les plus impactées par ces emplois subis. La fusion des CT et des CHSCT va affaiblir les leviers d'actions pour lutter contre les violences et les risques psychosociaux subis par les femmes. L'externalisation de services entiers comme sa volonté d'imposer une mobilité à l'ensemble des fonctionnaires relèvent de situations encore plus intenable pour les femmes majoritairement en charge des enfants et des ascendant-es.

L'État est le premier employeur en France. Il a, à cet égard, un devoir d'exemplarité. Or, refuser de mettre en œuvre une véritable revalorisation salariale pour l'ensemble des fonctionnaires c'est aussi refuser d'augmenter les salaires des agentes et mettre en œuvre l'égalité professionnelle.

La réforme des retraites à points, si elle s'applique, dégradera le montant des pensions et la santé de l'ensemble des salarié-es. Ses effets seront encore plus négatifs pour les femmes. La prise en compte de la totalité de la carrière au lieu des six derniers mois abaissera drastiquement leur niveau de pension. Conditionner l'octroi d'une pension de réversion à un âge et au non-remariage relève d'une attaque en règle contre les femmes. Elles en sont bénéficiaires à plus de 90% ! La majoration de 5% par enfant ne suffira pas à compenser la fin des bonifications et des majorations de durée d'assurance. De plus, seuls 2,5% sont garantis à la mère : le risque est grand que les 2,5% supplémentaires soient au bénéfice de celui qui gagne le plus dans le couple, le plus souvent l'homme.

La forte mobilisation des femmes dans le mouvement social, les grèves et les actions de contestation contre cette réforme ont permis d'anéantir la communication gouvernementale qui prétendait que les femmes seraient « les grandes gagnantes ». En réalité au lieu de les corriger, cette réforme aggrave encore les conséquences des inégalités salariales et professionnelles subies par les femmes tout au long de leur carrière.

La Fonction publique c'est 5,5 millions d'agents dont 62% sont des femmes. Dégrader la Fonction publique, les conditions de travail, les salaires et la retraite des fonctionnaires c'est en réalité et aussi dégrader la vie de 3,5 millions de femmes.

Pour la FSU, l'Égalité n'est pas un slogan mais une valeur qui doit se concrétiser pour être réelle au quotidien. Les services publics doivent être renforcés par des mesures qui consolident les droits et les missions de toutes et tous, qui améliorent les conditions de travail et par une véritable revalorisation des salaires, des carrières et des pensions des agent-es.

La FSU appelle les personnels à s'engager massivement dans toutes les actions, manifestations, grèves féministes, rassemblements pour faire du 8 mars une journée de mobilisation forte sur l'ensemble du territoire. Soyons toutes et tous les grandes gagnantes de ce 8 mars pour obliger le gouvernement à retirer sa réforme injuste et inégalitaire des retraites !

Les Lilas, le 03 mars 2020

